

AVIS PUBLIC

AVIS EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ AUX PERSONNES INTÉRESSÉES AYANT LE DROIT DE SIGNER UNE DEMANDE DE PARTICIPATION À UN RÉFÉRENDUM RELATIVEMENT À UN PROJET DE RÈGLEMENT MODIFIANT DES DISPOSITIONS DE ZONAGE DU RÈGLEMENT PC-2880 (CODE VILLAGEOIS) DE LA VILLE DE POINTE-CLAIRE CONCERNANT LES LIMITES DE ZONE, LE NOMBRE D'ÉTAGES ET LA HAUTEUR DANS LES ZONES UP1 ET UP2, LES ENTRÉES CHARRETIÈRES ET LES EMPIÈTEMENTS EN MARGES MINIMALES DE CE QUI SUIT:

1. Le **11 février 2020**, à la suite de l'assemblée publique de consultation tenue le 21 janvier 2020, le conseil municipal a adopté, avec modification, le second projet de règlement **PC-2880-1-PD2** intitulé :

« Règlement modifiant des dispositions de zonage du Code Villageois, Règlement numéro PC-2880 de la Ville de Pointe-Claire concernant les limites de zone, le nombre d'étages et la hauteur dans les zones UP1 et UP2, les entrées charretières et les empiètements en marges minimales. »

2. Cette modification au Règlement PC-2880 est faite dans le but :

1. D'agrandir le territoire de l'unité paysagère UP1 – Noyau villageois centre – pour y inclure les propriétés de l'avenue Cartier, au sud de l'avenue Lanthier;
2. De restreindre, dans la zone UP1 agrandie, la possibilité de construire un troisième étage en retrait seulement à un nombre limité de terrains identifiés comme des « sites à potentiel de requalification » ayant une étendue en front sur l'avenue Cartier;
3. De diminuer, dans cette zone, la hauteur maximale autorisée des nouvelles constructions de 14m à 12m;
4. Et par la même occasion, de corriger quelques incohérences normatives relatives aux empiètements autorisés dans les marges minimales et à la largeur des entrées charretières dans les zones UP résidentielles.

3. Ce second projet de règlement contient des dispositions en lien avec les objectifs précédemment décrits pouvant faire l'objet d'une demande de la part des personnes intéressées des zones concernées et de celles de toute zone contiguë à celles-ci afin qu'un règlement qui contient ces dispositions soit soumis à un processus d'approbation référendaire conformément à la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (RLRQ, c. E-2.2).

4. Les dispositions des articles 1, 2, 4, 5 et 6 modifiant les limites de zones, le nombre d'étages et la hauteur permise concernent les zones suivantes :

Zones concernées / Concerned Zones	Zones contiguës / Contiguous zones
UP1	UP3, UP8, UP6, UP7, UP2, Rd1, U1, Pa2, UP5
UP2	UP7, G1, UP10, Rd1, UP1

Les dispositions de l'article 7 traitant d'empiètement en marge minimale concernent les zones suivantes :

Zones concernées / Concerned Zones	Zones contiguës / Contiguous zones
UP1	UP3, UP8, UP6, UP7, UP2, Rd1, U1, Pa2, UP5
UP2	UP7, G1, UP10, Rd1, UP1
UP4	UP10, Rc2, Re5, Ra9, G1, U2

Les dispositions de l'article 8 traitant d'empiètement en marge minimale concernent les zones suivantes :

Zones concernées / Concerned Zones	Zones contiguës / Contiguous zones
UP3	Ra3, UP8, UP1, Pa1
UP5	UP1, Pb1, Pa2
UP6	UP8, UP7, UP1
UP8	Ra3, UP9, UP7, UP6, UP1, UP3

Les dispositions de l'article 9 relatives aux entrées charretières concernent les zones suivantes :

Zones concernées / Concerned Zones	Zones contiguës / Contiguous zones
UP3	Ra3, UP8, UP1, Pa1
UP5	UP1, Pb1, Pa2
UP6	UP8, UP7, UP1
UP7	UP9, G1, UP2, UP6, UP1, UP8
UP8	Ra3, UP9, UP7, UP6, UP1, UP3
UP9	Ra3, Pa4, G1, UP7, UP8
UP10	UP4, Re5, Rc2, Re4, Rd1, UP2, G1

5. La description sommaire des zones concernées est ci-après indiquée:

Description des zones concernées / Description of concerned zones
Située au sud de l'autoroute 20, au nord du lac Saint-Louis, à l'est de l'avenue Jasper et à l'ouest de l'avenue Cedar.
Located south of Highway 20, north of Lake Saint-Louis, east of Jasper Avenue and west of Cedar avenue.



6. Pour être valide, toute demande doit :

- a) Indiquer clairement la disposition qui en fait l'objet et la zone d'où elle provient et, le cas échéant, mentionner la zone à l'égard de laquelle la demande est faite ;
- b) Être signée par au moins douze (12) personnes intéressées de la zone d'où elle provient ou par au moins la majorité d'entre elles si le nombre de personnes intéressées dans la zone n'excède pas vingt-et-un (21) ;
- c) Être reçue à l'hôtel de ville au bureau de la soussignée, sis au 451, boulevard Saint-Jean, au plus tard le 27 février 2020, à 16h30.

7. CONDITIONS POUR ETRE UNE « PERSONNE INTERESSEE »

Est une « personne intéressée » toute personne qui n'est frappée d'aucune incapacité de voter, est majeure, de citoyenneté canadienne et n'est pas en curatelle et qui remplit l'une des deux conditions suivantes le 11 février 2020 :

- a) Est domiciliée dans une zone d'où peut provenir une demande, et depuis au moins 6 mois, domiciliée au Québec ;
- b) Est, depuis au moins 12 mois, le propriétaire d'un immeuble ou l'occupant d'un établissement d'entreprise, au sens de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, c. F-2.1), situé dans une zone où peut provenir une demande.

CONDITIONS SUPPLEMENTAIRES POUR LES COPROPRIETAIRES INDIVIS D'UN IMMEUBLE ET POUR LES COOCCUPANTS D'UNE PLACE D'AFFAIRES :

- Avoir désigné, au moyen d'une procuration signée par la majorité des copropriétaires ou cooccupants, la personne qui a le droit de signer la demande en leur nom et d'être inscrite sur la liste référendaire, le cas échéant ;
- Avoir produit cette procuration avant ou en même que la demande.

CONDITIONS D'EXERCICE DU DROIT DE SIGNER UNE DEMANDE PAR UNE PERSONNE MORALE :

- Toute personne morale doit désigner, parmi ses membres, administrateurs et employés, par résolution, une personne qui, le 11 février 2020, est majeure, de citoyenne canadienne et n'est pas en curatelle ;
- Cette résolution désignant la personne autorisée à signer la demande et à être inscrite sur la liste référendaire, le cas échéant, doit être produite avant ou en même temps que la demande.

Sauf dans le cas d'une personne désignée à titre de représentant d'une personne morale, nul ne peut être considéré comme personne intéressée à plus d'un titre conformément à l'article 531 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (RLRQ, c. E-2.2).

8. Toute disposition du second projet de règlement qui n'aura pas fait l'objet d'une demande valide pourra être incluse dans un règlement n'ayant pas à être approuvé par les personnes habiles à voter.

9. Le second projet de règlement ainsi que les descriptions, croquis ou indications de l'endroit approximatif des zones visées par ce second projet de règlement peuvent être consultés au bureau du service des affaires juridiques et du greffe, sis à 451, boulevard Saint-Jean, à Pointe-Claire, du lundi au vendredi, à l'exception des jours fériés, de 8h30 à midi et de 13h à 16h30 ainsi que sur le portail web de la Ville de Pointe-Claire à www.pointe-claire.ca.

Donné à Pointe-Claire, ce 19^{ième} jour de février 2020.

Kaitlin Leonard
Assistante greffière par intérim / Interim Assistant City Clerk

PUBLIC NOTICE

PUBLIC NOTICE IS HEREBY GIVEN TO INTERESTED PERSONS HAVING THE RIGHT TO SIGN AN APPLICATION TO PARTICIPATE TO A REFERENDUM RELATING TO A DRAFT BY-LAW AMENDING CERTAIN ZONING PROVISIONS OF THE VILLAGE CODE, BY-LAW PC-2880 OF THE CITY OF POINTE-CLAIRE WITH REGARDS TO ZONE LIMITS, NUMBER OF FLOORS AND HEIGHTS IN ZONES UP1 AND UP2, ENCROACHMENT IN THE MINIMUM SETBACKS AND DRIVEWAYS OF THE FOLLOWING:

1. On **February 11, 2020**, further to the public consultation held on January 21, 2020, the City Council adopted, with modification, a second draft by-law bearing number **PC-2880-1-PD2** entitled:

“By-law amending certain zoning provisions of the Village Code, By-law PC-2880 of the City of Pointe-Claire with regards to zone limits, number of floors and heights in zones UP1 and UP2, encroachment in the minimum setbacks and driveways.”

2. The purpose of this amendment to By-law PC-2880 is:
 1. To extend the area covered by Landscape Unit UP1 – Central Village Core – to the properties along Cartier Avenue south of Lanthier Avenue;
 2. To limit, in the extended zone UP1, the right to build a recessed third floor to a limited number of sites identified as “sites with potential for redevelopment” which have frontage on Cartier Avenue;
 3. To reduce, in that zone, the maximum height of a new construction from 14m to 12m;
 4. And while doing so, to correct certain inconsistencies in the provisions governing permitted encroachment in the minimum setbacks and width of driveways in residential UP zones.
3. This second draft by-law contains provisions related to the objectives described above that may be the object of an application from interested persons in concerned zones and in zones contiguous to those concerned zones, so that a by-law containing said provisions be submitted to a process of approval by way of referendum in accordance with the *Act respecting elections and referendums in municipalities* (CQLR, chapter E-2.2).
4. The provisions of Sections 1, 2, 4, 5 and 6 amending the zone limits, number of floors and permitted height concern the following zones :

Zones concernées / Concerned Zones	Zones contiguës / Contiguous zones
UP1	UP3, UP8, UP6, UP7, UP2, Rd1, U1, Pa2, UP5
UP2	UP7, G1, UP10, Rd1, UP1

The provisions of Section 7 relating to encroachment in the minimum setback concern the following zones:

Zones concernées / Concerned Zones	Zones contiguës / Contiguous zones
UP1	UP3, UP8, UP6, UP7, UP2, Rd1, U1, Pa2, UP5
UP2	UP7, G1, UP10, Rd1, UP1
UP4	UP10, Rc2, Re5, Ra9, G1, U2

The provisions of Section 8 relating to encroachment in the minimum setback concern the following zones:

Zones concernées / Concerned Zones	Zones contiguës / Contiguous zones
UP3	Ra3, UP8, UP1, Pa1
UP5	UP1, Pb1, Pa2
UP6	UP8, UP7, UP1
UP8	Ra3, UP9, UP7, UP6, UP1, UP3

The provisions of Section 9 relating to driveways concern the following zones:

Zones concernées / Concerned Zones	Zones contiguës / Contiguous zones
UP3	Ra3, UP8, UP1, Pa1
UP5	UP1, Pb1, Pa2
UP6	UP8, UP7, UP1
UP7	UP9, G1, UP2, UP6, UP1, UP8
UP8	Ra3, UP9, UP7, UP6, UP1, UP3
UP9	Ra3, Pa4, G1, UP7, UP8
UP10	UP4, Re5, Rc2, Re4, Rd1, UP2, G1

5. The summary description of the concerned zones are hereinafter indicated:

Description des zones concernées / Description of concerned zones
<p>Située au sud de l'autoroute 20, au nord du lac Saint-Louis, à l'est de l'avenue Jasper et à l'ouest de l'avenue Cedar.</p> <hr/> <p>Located south of Highway 20, north of Lake Saint-Louis, east of Jasper Avenue and west of Cedar avenue.</p>



6. To be valid, an application must:

- a) Clearly state the provision to which it refers and, as the case may be, identify the zone with respect to which the application is made;
- b) Be signed by at least twelve (12) interested persons in a zone in which there are more than twenty-one (21) interested persons, or, in other cases, by the majority of the interested persons;
- c) Be received at City Hall at the undersigned's office located at 451, Saint-Jean Boulevard, no later than February 27, 2020, at 4:30 p.m.

7. CONDITIONS TO BE AN INTERESTED PERSON:

Is an "interested person" anyone who is not disqualified from voting, who is of full age, a Canadian citizen and who is not under curatorship and who, on February 11, 2020, meets one of the two the following requirements:

- a) Is domiciled in the zone from which an application may originate, and has been domiciled for at least 6 months in Quebec,
- b) Has been, for at least 12 months, the owner of an immovable or the occupant of a business establishment, within the meaning of the *Act respecting municipal taxation* (CQLR, chapter F-2.1), situated in a zone from which an application may originate.

SUPPLEMENTARY CONDITIONS FOR UNDIVIDED CO-OWNERS OF AN IMMOVABLE OR CO-OCCUPANTS OF A BUSINESS ESTABLISHMENT:

- To designate by means of a power of attorney, signed by the majority of co-owners or co-occupants, the person who has the right to sign the application on their behalf and to have his or her name entered on the referendum list, as applicable;
- To produce the power of attorney ahead of time or at the same time as the application.

CONDITIONS TO BE MET BY A LEGAL PERSON TO EXERCISE ITS RIGHT TO SIGN AN APPLICATION:

- Any legal person must designate by resolution amongst one of its members, directors or employees, a person who on February 11, 2020, is of full age, a Canadian citizen and not under curatorship;
- The resolution designating the authorized person to sign the application and to have his or her name entered on the referendum list, as applicable, must be produced ahead of time or at the same time as the application.

Except in the case of a person designated to represent a legal person, no one may be considered a qualified voter in more than one capacity, in accordance with section 531 of the *Act respecting elections and referendums in municipalities* (CQLR, chapter E- 2.2).

8. Any provision of the second draft by-law for which no valid application is received may be included in a by-law that is not subject to the approval of the qualified voters.

9. The second draft by-law, as well as descriptions, sketches and indications of the approximate locations of the zones contemplated in the present notice are available for consultation at the office of the Legal Affairs and City Clerk Department, located at 451, Saint-Jean Boulevard, in Pointe-Claire, from 8:30 a.m. until noon and from 1:00 p.m. until 4:30 p.m., from Monday to Friday, with the exception of holidays and on the City of Pointe-Claire portal at www.pointe-claire.ca.

Given at Pointe-Claire, this 19th day of February 2020

Kaitlin Leonard
Assistante greffière par intérim / Interim Assistant City Clerk